

Depuis juin 2000, Social and Enterprise Development Innovations (SEDI) dirige une démonstration nationale de Comptes individuels de développement axés sur l'apprentissage au Canada. Financé par Développement des ressources humaines Canada, le projet rassemble des experts du domaine de la recherche sociale, des institutions financières canadiennes et un réseau d'organismes communautaires de par le Canada dans le cadre de la plus importante démonstration du genre au monde. Intitulé **Savoir en banque**, le projet a pour but de démontrer que les CID axés sur l'apprentissage peuvent faire une différence dans la vie des Canadiens à faible revenu en les aidant à quitter le cycle de la pauvreté grâce à l'épargne et l'apprentissage. Pour plus de renseignements généraux sur les CID ou **Savoir en banque**, visitez le site Web de la SEDI, à

## Bilan de l'étape de conception du projet

Au cours de la première année du projet, soit de juin 2000 à mai 2001, la SEDI, de concert avec ses partenaires de projet : la Société de recherche sociale appliquée (SRSA), la Banque Royale et un réseau d'organismes communautaires engagés par contrat, ont oeuvré afin de concevoir la structure de recherche et du projet de cette initiative. Leurs efforts ont donné un projet de démonstration soigneusement planifié comprenant les éléments suivants :

- 10 différents sites de projet à l'échelle du Canada, comptant des organismes communautaires dans trois sites expérimentaux, ou des sites expérimentaux de recherche, offrant un programme identique, et des organismes dans 7 centres d'étude de cas offrant chacun un programme à variances uniques.
- La possibilité de retenir la participation de près de 5 000 Canadiens à faible revenu au programme dont l'admissibilité se fonde sur le revenu familial, les actifs, l'âge et la situation scolaire.
- Les participants détenant un CID de **Savoir en banque** épargneront en vue de suivre des études, une formation ou lancer une micro-entreprise et obtiendront un crédit de fonds apparié d'environ 3 \$ pour chaque 1 \$ déposé dans le compte, offrant ainsi la possibilité d'accumuler jusqu'à 6000 \$ au cours d'une période échelonnée d'un à trois ans pour investir dans une occasion d'apprentissage inestimable.
- L'évaluation de la mise en oeuvre et de la portée du programme, notamment des comparaisons entre les participants de divers groupes

L'étape de conception à elle seule a permis de créer de nouveaux produits innovateurs qui serviront en toute probabilité bien après la fin du projet. Par exemple, de concert avec la SEDI, la Banque Royale a créé un compte d'épargne modifié qui produit des données précises en temps voulu et transférables en toute sécurité aux organismes participants, et qui permet de calculer les crédits d'épargne appariés et de surveiller l'évolution de

l'objectif d'épargne - une infrastructure essentielle pouvant servir dans le cadre d'autres modèles favorisant l'accumulation des actifs. SEDI a également conçu le progiciel d'un système de gestion d'information souple qui s'adapte à un éventail de modèles de programmes de CID, offre une interface pratique et une intégration d'information sans faille tout au long du programme de CID, allant de l'inscription au retrait final des épargnes du CID. Finalement, en collaboration avec le Centre d'évaluation des acquis (ÉA) à Halifax, la SEDI a élaboré un nouveau programme servant à la prestation d'une formation en gestion financière auprès des adultes. Ce programme fait appel aux techniques et aux principes de l'approche de l'ÉA afin de transmettre les renseignements

fondamentaux touchant l'établissement de budget, les opérations bancaires, les éléments relatifs aux crédits et l'élaboration d'un plan d'épargne.

### **Bilan de la mise en oeuvre du projet**

Depuis juin 2001, les organismes engagés par contrat à Calgary, Winnipeg, Fredericton et la région de Waterloo ont fait connaître le projet dans leur communauté afin d'attirer des participants admissibles. Dans les autres centres, soit Toronto, Halifax, Vancouver, les comtés Grey et Bruce, les comtés Digby et Annapolis, ainsi que Montréal, les efforts de publicité et de recrutement ont débutés à l'automne 2001. Ces partenaires communautaires utilisent une foule de techniques de marketing pour rejoindre les Canadiens à faible revenu, notamment les médias, des annonces dans le transport en commun, l'aiguillage d'autres organismes, le publipostage et du matériel promotionnel dans les aires publiques.

Comme pratiquement tout projet de CID antérieur et nombre d'initiatives ciblant les personnes à faible revenu, la réponse était d'abord modeste. La raison s'explique encore mal, mais elle découle peut-être du fait qu'il s'agit d'un tout nouveau projet et les gens ont l'impression que les crédits d'épargne semblent trop beaux pour être vrais. Toutefois, selon les toutes dernières données, en juin 2002 plus de 1 000 participants canadiens à faible revenu admissibles étaient inscrits au projet. Selon les tendances actuelles, certains centres d'étude de cas atteindront le nombre maximum de participants au début de la nouvelle année, bien avant la période prévue. De toute évidence, le projet se fait de plus en plus connaître, principalement de bouche à oreille, ce qui attire nombre de nouveaux participants.

Selon les plus récents renseignements tirés du SIG<sup>1</sup> du projet, les participants font partie des groupes de personnes à faible revenu types au Canada, notamment les nouveaux Canadiens, des travailleurs ayant récemment perdu leur emploi, des bénéficiaires d'aide sociale, des travailleurs autonomes et des travailleurs Canadiens à faible revenu. Les femmes entre 21 et 39 ans forment la majorité des participants (63 %), et la moitié sont des parents avec des enfants à charge (49 %). Près de 23 % des participants actuels déclarent faire partie d'une minorité visible, et 13 % parlent une autre langue maternelle que l'anglais ou le français

Par ailleurs, les participants possèdent des antécédents variés au niveau de l'accumulation des actifs et de la scolarité. Très peu d'entre eux possèdent des actifs importants, actuellement 11 % sont propriétaires d'une maison, 17 % ont un compte d'épargne en banque, et seulement 4 % ont placé leurs économies dans un REÉR ou un

#### **Bénéficiaire d'aide sociale et *\$avoir* en banque**

Selon les études menées aux É.-U., les participants aux CID ayant le plus faible revenu parviennent à économiser autant que les autres titulaires d'un CID. Et selon les plus récentes données du projet, les bénéficiaires d'aide sociale comptent parmi les premiers participants au projet *\$avoir en banque*. Mais afin de tirer pleinement profit des CID au Canada, ils doivent respecter une foule de règlements gouvernant les actifs qu'ils ont le droit d'accumuler pour conserver leurs prestations. Aux fins de cette démonstration, la SEDI a obtenu des exonérations à ces règlements grâce à une correspondance officielle ou des changements de réglementation dans 5 des 7 provinces comptant un site de recherche. En Ontario et au Nouveau-Brunswick, qui ne comprend aucun type d'exonération, les participants recevant une aide sociale doivent cesser d'épargner et/ou commencer à retirer leurs épargnes *\$avoir en banque* lorsqu'ils atteignent le seuil établi par la loi, au risque de

<sup>1</sup> Remarque : Ces données excluent le tiers des participants inscrits aléatoirement au groupe témoin dans les 3 sites expérimentaux.

REÉE. Nombre de participants ont un degré de scolarité de niveau postsecondaire, mais seulement 25 % ont tout juste une formation scolaire de niveau secondaire ou inférieure, qui est insuffisante pour les emplois à revenu élevé, et un grand nombre d'entre eux n'ont jamais terminé leurs études postsecondaires.

## Est-ce un succès?

Il est encore trop tôt dans le projet pour en évaluer la portée sur les participants et leur famille. Cependant, certains signes révèlent que le projet fonctionne bien selon les attentes.

Plusieurs centaines de participants assignés aux groupes du projet concernés ont suivi une formation en gestion financière offerte par les partenaires communautaires, y compris le programme d'études élaboré par la SEDI et le Centre d'ÉA. Selon les données aux É.-U., il existe un lien direct entre une quantité modeste de ce genre de formation et une activité d'épargne accrue. Des rapports isolés soulignent que les participants au projet **Savoir en banque** considèrent la formation en gestion financière utile et logique et ce, tant au niveau des renseignements que des possibilités d'apprentissage des pairs qu'ils en tirent.

Selon les plus récentes données, on estime que 64 % des participants actuels du projet épargnent en vue de suivre des études ou une formation pratique, et 36 % pour tirer profit de possibilités d'apprentissage découlant du démarrage d'une petite entreprise<sup>2</sup>. En avril dernier, les titulaires d'un compte **Savoir en banque** avaient épargné près de 100 000 \$, ainsi que 300 000 \$ en crédits d'épargne appariés si l'on compte un taux d'appariement moyen de 3\$ pour chaque dollar épargné. Ces crédits d'épargne peuvent servir à réaliser l'objectif d'épargne admissible. Le titulaire de compte moyen possédait un compte depuis un peu plus de 5 mois et avait haussé le solde du compte en moyenne d'au moins 10 \$ au cours de 3 de ces 5 mois. Les épargnes mensuelles moyennes des comptes **Savoir en banque** s'élevaient à un peu plus de 45,50 \$.

En conclusion, vous trouverez ci-dessous les remarques d'une participante **Savoir en banque** sur la portée du projet dans sa vie :

« Cette occasion m'a permise de constater avec stupéfaction les choix illimités qui s'offrent à moi. Ce programme m'a donné espoir là où il n'en existait aucun. Dorénavant, je pourrai marcher la tête haute, car d'ici quelques années je pourrai accrocher mon diplôme encadré dans la chambre de ma fille pour lui rappeler que, peu importe les obstacles qui se dressent devant elle, ses rêves et ses aspirations peuvent un jour devenir réalité. »

---

<sup>2</sup> Remarque : Le nombre de participants épargnant en vue de lancer une micro-entreprise est limité à l'échelle du projet à 20 %, et plafonnera éventuellement au fil du processus de recrutement.

## Information additionnelle

La SEDI compte des employés et des bénévoles oeuvrant dans le milieu des organismes de charité et sans but lucratif afin de promouvoir des voies favorisant l'autonomie auprès de personnes et de groupes défavorisés.

**Nous imaginons une société où aucun obstacle ne se dresse devant les personnes cherchant à réaliser leur plein potentiel sur le plan financier et humain, et où les soutiens sociaux, culturels et économiques aident les gens à apprendre, à prendre des risques et à participer aux activités économiques du courant dominant.**

La SEDI a formé des partenariats continus avec plus de cinquante organismes à l'échelle du Canada et du monde entier, y compris les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la Fédération de Russie. Nos partenaires font partie des secteurs privé, public et des organismes bénévoles.



Social and Enterprise Development Innovations  
1110, avenue Finch ouest, Bureau 406  
Toronto (Ontario)  
M3J 2T2  
CANADA  
Téléphone : 416-665-2828 / Télécopieur : 416-665-1661  
Courriel : [info@sedi.org](mailto:info@sedi.org)  
Visitez notre site Web à [www.sedi.org](http://www.sedi.org)

Pour plus de renseignements sur **\$avoir en banque**, communiquez avec :

Kathryn Verhulst  
Agente des communications  
Téléphone : 416-665-2828, poste 240 / Courriel : [kverhulst@sedi.org](mailto:kverhulst@sedi.org)

Pour plus de renseignements sur la SEDI, notre programme des actifs ou pour discuter de possibilités d'investissement, veuillez communiquer avec :

Peter Nares  
Directeur général  
Téléphone : 416-665-2828, poste 229 / Courriel : [pnares@sedi.org](mailto:pnares@sedi.org)